

Le parti de Jeunes Tchèques, qui se rattachaient par leur origine à Havlitchek, un peu plus libéraux et plus radicaux que les Vieux Tchèques, furent les premiers qui commencèrent à combattre la politique passive. Cette politique produisit, comme nous l'avons dit, une atmosphère insupportable qui pesait lourdement sur tous. Et lorsque Taaffe réussit à gagner le concours des nobles, lorsque la cour commença sa politique dans les Balkans et eut besoin du concours des Slaves contre les libéraux allemands hostiles à cette politique, ce qui força le cabinet à se montrer conciliant à l'égard des Tchèques, ceux-ci se résolurent à capituler. Le 23 septembre 1879, les députés tchèques rentrèrent au Parlement, pour prendre part à ses travaux.

Les concessions, accordées par le ministère Taaffe aux Tchèques en compensation du retour de leurs représentants au Parlement de Vienne, étaient très maigres : l'entrée au ministère du chef des Tchèques de Moravie, Prajak, un passage du discours du trône parlant des convictions respectables des députés tchèques et quelques promesses vagues sur l'égalité de droits des nationalités. Dès lors, Taaffe était forcé de gouverner avec la droite, qui comprenait les Tchèques, les Polonais, les Slovènes et les Allemands cléricaux. Contradiction étrange : le cabinet gouvernait avec l'appui des partis qui étaient nettement hostiles à la Constitution contre ses fervents partisans, les centralistes allemands. Taaffe voulut donner un gage de sa sympathie aux Tchèques. Il proclama l'ordonnance du 19 avril 1880 concernant l'égalité des peuples et des langues. Mais les Tchèques ne furent pas satisfaits : l'ordonnance, loin de proclamer l'égalité du tchèque et de l'allemand reconnaissait encore officielle-